

LE JOUR, 1954

21 Avril 1954

LE CHEMIN DE KARACHI

Le jeune Roi de Jordanie paraît devoir aller à Karachi à son tour. On se souvient que son grand-père le roi Abdallah était allé, pour des raisons du même ordre à Ankara, ce qui s'expliquait mieux.

Invitera-t-on les Présidents d'Egypte, de Syrie et du Liban à aller, eux aussi à Karachi ? Ce serait un voyage bien étrange.

L'Egypte est hostile à l'alliance pakistanaise pour des raisons occasionnelles. Elle a, à vrai dire, pour s'orienter autrement, des raisons plus profondes.

L'Egypte est méditerranéenne comme le Liban et la Syrie. Elle ne devrait s'embarquer que dans une entreprise défensive méditerranéenne. Une défense méditerranéenne devrait s'organiser, raisonnablement, entre le Taurus et le Caucase. Mais qu'irions-nous faire, qu'on nous le dise, les Syriens, les Egyptiens et nous, sur les bords de l'Océan Indien ?

Les Arabes doivent savoir maintenant que deux politiques défensives distinctes s'imposent à eux suivant les contrées et les latitudes ; une politique du Proche-Orient, pour les Arabes méditerranéens ; et une politique du Moyen-Orient pour les Arabes du golfe Persique. Quant à la Jordanie, elle devrait appartenir à la mouvance méditerranéenne, ne serait-ce qu'à cause de la Palestine arabe ; mais des circonstances particulières, politiques et dynastiques, l'orientent vers Bagdad et Karachi.

Depuis plusieurs années déjà nous parlons dans ce journal d'un « remembrement moral » de l'Empire ottoman du XVIIIème siècle. L'alliance turco-gréco-yougoslave en est aujourd'hui un signe évident. Du côté du Levant, (c'est-à-dire du côté du Liban), il faut craindre une dérive dans la direction de Karachi.

NOUS VOULONS AU PAKISTAN TOUT LE BIEN DU MONDE, mais ce n'est pas notre destinée d'aller nous égarer sur ses rivages. Si l'Egypte faisait son métier de « principal pays arabe méditerranéen » au lieu de perdre son temps comme elle fait, elle nous mettrait à l'abri de la sollicitation excentrique du Pakistan ; mais, au Caire, la politique est faisandée et la situation est obscure parce que les passions sont allées trop loin.

Pour les Gouvernements libanais et syrien, c'est le temps de la vigilance la plus grande. M. Alfred Naccache et M. Faydi Atassi ont de vastes raisons de se porter présents et d'agir.